

**Discours de Monsieur Salaheddine MEZOUAR, Ministre de l'Économie et
des Finances
du Royaume du Maroc
À l'occasion des Assemblées Annuelles du Groupe de la Banque Africaine
de Développement**

Abidjan, Côte d'Ivoire, le 27 mai 2010

**Monsieur le Président des Conseils des Gouverneurs,
Monsieur le Président du Groupe de la Banque Africaine de Développement,
Honorables Gouverneurs,
Mesdames, Messieurs,**

Permettez-moi, tout d'abord, d'exprimer au nom du Royaume du Maroc, à son Excellence le Président Laurent GBAGBO, au Gouvernement ivoirien, aux autorités de la ville d'Abidjan et au Grand Peuple frère de la Côte d'Ivoire, nos remerciements pour leur accueil chaleureux et nos félicitations pour les excellentes dispositions prises pour la réussite de nos assises annuelles.

Je voudrais remercier, également, le Président de la Banque, le Conseil d'administration, la Direction et tout le personnel pour les dispositions prises pour le bon déroulement de ces Assemblées annuelles.

À cette occasion, je voudrais leur **rendre hommage pour les résultats positifs réalisés en 2009** et ce, malgré un environnement international particulièrement difficile.

Je saisis cette occasion pour **rendre hommage au Président Donald KABERUKA** dont la gestion a permis à notre institution de renforcer davantage son rôle de première banque de développement du Continent et je reste convaincu que notre institution saura, sous son leadership, préserver à l'avenir les acquis déjà réalisés et renforcer son rayonnement à l'échelle continentale et internationale.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Notre rencontre intervient, aujourd'hui, **dans un contexte particulier où l'économie mondiale**, après une récession profonde, enregistre **une reprise qui demeure, cependant, lente, inégale et fragile.**

Pour ce qui est de notre continent, le FMI prévoit des **taux de croissance de 5% et 6% respectivement en 2010 et 2011**. Ces taux consacrent la **relative résilience de notre continent face aux chocs exogènes** et la volonté de reconquérir le terrain perdu pour retrouver l'élan de croissance d'avant-crise.

Dans ce contexte, **les pays africains sont appelés**, plus que jamais, à **consolider leurs politiques macroéconomiques, poursuivre l'effort d'investissement** déjà engagé dans tous les secteurs et **approfondir les réformes structurelles** nécessaires pour le développement de leurs économies.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Dans cette perspective, je reste convaincu que **notre Banque dispose de tous les atouts qui lui permettront de jouer le rôle d'une vraie banque de développement** engagée auprès de ses pays membres régionaux pour les accompagner en vue de réussir les défis de cette période post-crise à travers la mise à leur disposition davantage de financements et d'expertise et ce, **d'autant plus que notre institution disposera, désormais, de plus de ressources** suite à l'**augmentation de son capital** de 200% et l'aboutissement rapide des consultations sur la **12^{ème} reconstitution des ressources du Fonds africain de développement.**

D'un autre côté, je me réjouis de la recommandation du Comité consultatif des Gouverneurs aux actionnaires de la Banque concernant **l'élargissement du Conseil d'administration** intervenue dans le cadre d'une approche inclusive qui va dans le sens du renforcement de la cohésion de l'institution et de sa légitimité.

A cette occasion, **je tiens à remercier Son Excellence M. Paul Antoine BOHOUN BOUABRE**, Ministre d'Etat, Ministre de la Planification et du Développement économique de la Côte d'Ivoire et Président du Conseil des Gouverneurs, **pour la sagesse et la clairvoyance dont il a fait preuve durant tout ce processus.**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Dans ce nouveau contexte prometteur, **notre Banque entame, aujourd'hui, une nouvelle ère** où elle est appelée à redoubler d'efforts pour assurer un meilleur accompagnement du processus de développement de l'Afrique.

Permettez-moi, à cet égard, de partager avec vous quelques réflexions que m'inspire l'action future de la Banque:

- **Premièrement**, celle-ci devrait consacrer, désormais, **plus de financements pour aider les pays africains** à poursuivre leurs processus de réformes et à renforcer leurs programmes d'investissement, notamment, dans les infrastructures de base.

Dans ce cadre, une attention particulière devrait être accordée à **la réalisation des Objectifs du développement du Millénaire**, notamment, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion à travers **un soutien actif aux pays africains à faible revenu** par une augmentation sensible des ressources allouées au **Fonds Africain de Développement**.

Je voudrais à cet effet, lancer un appel solennel pour que **toutes les initiatives** soient prises par **la BAD et par la Communauté financière internationale** pour faire de cette décennie qui commence la **décennie du développement de l'Afrique, Continent vierge qui regorge d'immenses ressources et de marges de croissance sans égales** dans le monde.

Permettez moi également, de saisir cette occasion pour souligner que mon pays, dont les progrès remarquables réalisés ces dernières années et qui ont été reconnus via la note « **INVESTMENT GRADE** » attribuée au Maroc par Standard & Poor's le 23 Mars 2010, mérite un appui plus important en vue de lui permettre de maintenir le cap des réformes et de renforcer l'investissement, la croissance et l'emploi.

- **Deuxièmement** et d'un autre côté, le Maroc estime que pour surmonter la fragmentation politique et économique du Continent, notre Banque doit accorder une attention particulière à **l'intégration régionale en Afrique**, devenue nécessaire dans le contexte international actuel caractérisé par la tendance à la constitution de regroupements économiques régionaux, seule réponse possible aux défis de la mondialisation des économies et de la globalisation des échanges.

Cette intégration régionale n'est certes pas la panacée à tous les problèmes de l'Afrique, mais elle **demeure incontournable pour résoudre les problèmes structurels** liés au développement des échanges commerciaux, à la promotion de l'investissement et à la réalisation des grandes infrastructures.

Dans ce cadre, je vous signale que **le Maroc a toujours œuvré en faveur de l'édification d'un espace régional intégré** et demeure prêt à soutenir toute initiative que la Banque entreprendra pour renforcer les dynamiques d'intégration régionale.

- **Troisièmement** et compte tenu de l'importance du secteur privé en tant que principal vecteur d'une croissance créatrice d'emplois à même de réduire de façon durable la pauvreté, il me semble nécessaire que notre institution renforce la part des financements dédiés à ce secteur. Il reste entendu que **le développement des opérations du secteur privé doit se faire en parallèle avec le financement du secteur public** qui continue à être le principal investisseur dans les pays africains.
- **Quatrièmement**, j'estime que la préservation de **la compétitivité globale de la Banque** passe nécessairement par la mise à la disposition de ses clients, notamment, les pays à revenu intermédiaire, de financements à des coûts raisonnables qui reflètent la répercussion des charges réellement supportées par l'institution.

Ces pays, qui sont à l'origine d'une grande partie du revenu net de la Banque, **ont besoin également de ressources sous forme de don** pour le financement des opérations d'assistance technique, la réalisation d'études et le renforcement des capacités. Dans ce cadre, **j'invite la Banque à renforcer les ressources du Fonds d'assistance technique en faveur des PRI** à travers des affectations régulières d'une partie de son revenu net à ce Fonds.

La compétitivité de la Banque passe, également, par **le renforcement de sa politique de proximité par l'approfondissement du processus de décentralisation** qu'elle a entamé à travers **la délégation de plus de pouvoirs aux bureaux régionaux, la simplification des procédures**, la mise en place d'une **expertise de qualité** et **l'adoption du système-pays** qui répond aux critères de fiabilité et d'intégrité requises.

Je ne voudrais pas conclure sans remercier encore une fois la haute Direction, le Conseil d'administration et l'ensemble du personnel de notre institution pour les efforts qu'ils ne cessent de déployer au service du développement de notre continent.

Je vous remercie